

# La géopolitique de l'énergie en Europe marquée par un voisinage conventionnel

Gonzalo Escribano

En dépit de la révolution non conventionnelle des USA, la Russie, l'Afrique du Nord et le Golfe persique continuent à jouer un rôle central pour l'Europe

La perte d'influence énergétique augurée pour le Golfe persique n'est pas justifiée. La position de leader du marché pétrolier mondial est tenue par l'Arabie saoudite

La centralité russe peut être observée par l'impact des coupures de gaz vers l'Ukraine, mais aussi par la bataille pour le contrôle des routes de transport de la mer Caspienne

La scène géopolitique de l'énergie a connu une transformation importante au cours des dernières années en Europe. De nombreux phénomènes ont contribué à une transition, mais on ne sait manifestement pas dans quelle direction. La révolution non conventionnelle américaine, les *printemps arabes*, l'embargo sur l'Iran, la croissance des risques énergétiques dans le golfe de Guinée ou l'activisme énergétique russe ont amplifié les défis auxquels est confrontée l'UE qui avance péniblement sur l'élaboration d'une politique énergétique extérieure à la hauteur de ceux-ci.

L'autosuffisance énergétique des USA – interprétation à la mode – marginalise pratiquement les producteurs conventionnels et les partenaires énergétiques traditionnels de l'UE de la scène énergétique mondiale émergente. Cependant, pour l'UE, la Russie, l'Afrique du Nord et le Golfe persique maintiennent leur centralité géopolitique, étant donné les inquiétudes liées à la reproductibilité du phénomène non conventionnel en Europe ou à la possibilité de recevoir des exportations américaines en quantités significatives de gaz. Tant que la révolution non conventionnelle se limite à l'Amérique du Nord, pour l'Europe la priorité stratégique demeure la sécurité d'approvisionnement de ses fournisseurs traditionnels.

Les bénéfices de la révolution non conventionnelle américaine, exerçant principalement une pression à la baisse

des prix sur les marchés des hydrocarbures, du fait de l'accroissement de l'offre et de la consolidation d'un marché d'acheteurs à cause de la crise, ont été compensés par une montée des tensions géopolitiques avec les fournisseurs habituels de l'UE.

Tout d'abord en Afrique du Nord, du fait de l'irruption des soulèvements arabes en 2011, dont les conséquences se sont rapidement déplacées vers le Golfe persique et se sont terminées par une déstabilisation du Sahel. Les tensions se sont ensuite accrues à la suite des sanctions européennes contre l'Iran et à l'intensification d'une concurrence géopolitique avec les pays du Conseil de coopération du Golfe, en particulier de l'Arabie saoudite. Finalement, l'évolution de la situation en Ukraine et les difficultés rencontrées par le corridor gazier méridional ont mis en exergue la capacité russe à se maintenir au cœur de la géopolitique européenne. Cet article s'arrête successivement sur chacun de ces aspects, afin de souligner leur caractère stratégique dans la ligne d'interdépendance européenne.

## L'Afrique du Nord

L'Afrique du Nord a montré clairement son importance stratégique pour l'Europe. Bien que les perturbations aient été gérées sans impact excessif sur les marchés (y

compris la libération de réserves stratégiques de la part de l'Agence internationale de l'énergie en réaction à la crise libyenne), les hausses de prix n'ont certainement pas aidé à sortir de la crise et, dans une conjoncture d'expansion économique, l'impact aurait pu être beaucoup plus important.

En commençant par l'Égypte, les soulèvements arabes ont suscité des inquiétudes liées au transit par le Canal de Suez et ont fait disparaître les exportations de gaz du pays. L'incapacité des différents gouvernements qui se sont succédés depuis la chute de Hosni Moubarak à affronter les réformes énergétiques nécessaires pour le pays s'est traduite par une crise énergétique en 2013. Les coupures d'électricité et la pénurie de carburants ont contribué à exacerber le malaise social et à précipiter la chute de Morsi. Dans la situation actuelle d'incertitude et de manque d'engagement du gouvernement de transition vis-à-vis des réformes économiques, rien ne laisse présager une amélioration de l'environnement des investissements dans le secteur, ce qui constitue un frein au développement des ressources gazières du pays, dont quelques-unes sont à forte intensité de capital, comme celles situées face au delta du Nil.

L'Égypte est passée d'un statut d'exportateur à celui d'importateur net de gaz et peut le demeurer pendant longtemps. La dépendance des envois des pays du Golfe comme le Qatar et l'Algérie risque de s'accroître dans les

mois à venir. Il semble que la capacité d'influence de l'UE aura tendance à être de plus en plus limitée aussi longtemps que ces aides subsisteront. Quoi qu'il en soit, la dégradation de la sécurité dans le Sinaï peut avoir des débordements plus graves sur le Canal de Suez. De manière similaire, si le pays bascule dans une spirale de violence interne, sa condition de couloir stratégique représenterait un défi difficile à gérer pour l'Europe.

La situation en Libye a aussi de quoi inquiéter, mais pour des raisons différentes. La production a été paralysée pendant des mois, tout d'abord à cause de la guerre civile, puis à cause des conflits internes entre les milices et les régions et la situation serait loin de se stabiliser. L'intervention militaire pour expulser Kadhafi n'a pas été accompagnée d'une proposition de mise en place d'un cadre institutionnel pour gérer les revenus des hydrocarbures. Un modèle de gouvernance inclusif n'ayant pas été offert afin d'éviter la division du pays, la situation se rapproche dangereusement de celle d'un conflit classique lié aux ressources, similaire à celui qui a divisé le Soudan et que connaît l'Irak depuis des années.

Deux ans après la chute de Kadhafi, la Libye reste encore confrontée à un triple défi de sécurité, de reconstruction et de gouvernance. Instaurer tout d'abord un niveau minimal de sécurité afin de créer les conditions nécessaires, non seulement aux nouveaux investissements, mais aussi à la récupération des niveaux de production et d'exportation, c'est uniquement ce qui permettra de reconstruire et de moderniser les infrastructures. Mais un climat de stabilité politique sera aussi nécessaire, il peut uniquement naître d'un cadre institutionnel permettant de redistribuer les revenus pétroliers et gaziers d'une manière acceptable par les différents acteurs. Là encore, la marge de manœuvre européenne est étroite étant donné le faible contrôle que les interlocuteurs de l'UE exercent sur le pays.

En Algérie, l'attaque contre le site gazier d'In Amenas en janvier 2013 a démontré la vulnérabilité d'un producteur considéré jusqu'alors comme

### Les grandes puissances de l'énergie mondiale

Réserves prouvées de pétrole, 2012  
(en milliards de barils)

Venezuela	297,6
Arabie saoudite	265,9
Canada	173,9
Iran	157
Irak	150
Oman	101,5
EAU	97,8
Russie	87,2
Libye	48
Nigéria	37,2
Total	1.668,9

Réserves prouvées de gaz, 2012  
(en billions de mètres cube)

Iran	33,6
Russie	32,9
Qatar	25,1
Turkménistan	17,5
USA	8,5
Arabie saoudite	8,2
EAU	6,1
Venezuela	5,6
Nigéria	5,2
Algérie	4,5
Total	187,3

Source : BP, Statistical Review 2013

immunisé contre la dégradation de la sécurité associée aux soulèvements arabes et a mis en évidence les faiblesses du projet de gazoduc Transsaharien. Par ailleurs, comme il sera exposé pour les producteurs du CCG, le coût économique de cette « immunisation » algérienne reste élevé.

Le gouvernement a déployé une politique budgétaire expansive pour apaiser, à titre préventif, une population qui risquait de se retourner contre une politique macroéconomique algérienne relativement prudente jusqu'à présent. Le prix du baril de brut dont l'Algérie a besoin pour atteindre l'équilibre budgétaire et l'équilibre de la balance de paiements a augmenté considérablement. Ce qui inclut aussi une augmentation du coût fiscal des subventions énergétiques, aussi bien de l'électricité que du gaz ou du carburant qui étaient déjà très élevées. Par conséquent, la forte poussée de la demande intérieure continuera à exercer une pression sur une production légèrement en déclin en raison du manque d'investissements.

Ceci s'est traduit par une baisse de la capacité d'exportation du pays. Eu égard à la situation de paralysie de Sonatrach en raison des affaires de corruption, les perspectives d'avenir de la production algérienne exigent une attitude plus concernée de la part de l'UE. Les inquiétudes politiques s'ajoutent aux inquiétudes géologiques et économiques, car il est difficile de prévoir le résultat de l'épreuve de force entre l'entourage du président, Bouteflika, gravement ma-

lade, et les services de renseignement (les affaires de corruption sont associées directement à cette lutte).

L'UE a agi différemment avec Sonatrach qu'elle l'a fait avec Gazprom : la réglementation communautaire destinée à limiter le rôle de Gazprom s'applique de la même manière à Sonatrach, sans pour autant décerner la reconnaissance, le traitement différencié et l'attention qu'elle accorde à la Russie. La patience qui guide la stratégie communautaire vis-à-vis du Kremlin n'est pas la même qu'avec l'Algérie. Il semblerait primordial de développer un cadre de relations plus diversifié avec le principal fournisseur méditerranéen de gaz et de reconnaître le rôle stratégique que joue son secteur énergétique dans le développement et la stabilité du pays comme c'est le cas avec la Russie. L'UE a été incapable de reconnaître le potentiel de l'Algérie comme source de diversification des approvisionnements russes, ce qui a empêché d'atteindre un niveau de relations à la mesure de son importance comme producteur voisin et fiable.

## Le Moyen-Orient

**A**u Moyen-Orient la tension géopolitique a considérablement augmenté. La guerre de Syrie risque de s'étendre à l'ensemble de la région et de déstabiliser encore plus l'Irak qui demeure incapable de

concrétiser les objectifs d'accroissement de sa production en accord avec son potentiel. La découverte d'importantes réserves de gaz *offshore* dans la Méditerranée orientale a provoqué des tensions entre Israël, le Liban et la Turquie et a ravivé le conflit chypriote. L'UE a répondu en incluant un corridor gazier depuis Chypre dans ses projets d'intérêt commun, mais la géopolitique régionale pourrait poser des difficultés importantes pour sa réalisation.

Dans le Golfe persique, le relâchement des tensions entre l'Iran et l'UE a été accompagné d'un malaise grandissant de la part des membres du CCG, en particulier de l'Arabie saoudite. Ces pays ont ressenti l'impact des révoltes arabes et ils ont été obligés d'adopter des politiques budgétaires expansives qui exigent des prix élevés du brut pour leur financement. Bien que la marge de manœuvre budgétaire est beaucoup plus importante que celle de l'Algérie, elle représente un seuil pour les prix du brut sur lequel la plupart du gaz importé par l'UE est indexé.

En tout état de cause, la position de leader du marché pétrolier mondial est tenue par l'Arabie saoudite et elle se maintiendra ainsi dans les années à venir. La perte de centralité énergétique pour le Golfe persique n'est pas justifiée. En dépit de la révolution non conventionnelle, l'Europe conservera une forte interdépendance énergétique avec la région qui pourrait s'accroître si les relations avec l'Iran sont reconduites et si l'embargo s'assouplit. L'activisme extérieur du Qatar diversifie aussi la polarité régionale et dresse un paysage géopolitique du Moyen-Orient de plus en plus complexe.

Compte tenu de ses réserves et de sa situation géographique, l'Iran pourrait non seulement récupérer à court terme son rôle prépondérant de fournisseur de pétrole à l'Europe méditerranéenne, mais le développement de ses grands projets de gaz (South Pars) pourrait aussi convertir le pays en un fournisseur de gaz important pour l'Europe sur le long terme. Le rôle de l'UE dans les négociations avec l'Iran

est, sans aucun doute, l'un des résultats les plus visibles du Service européen pour l'action extérieure, mais le chemin vers un retour de l'Iran sur les marchés européens du gaz et du pétrole sera progressif et agité.

## La Russie

La centralité russe peut être observée par l'impact des coupures de gaz à destination de l'Ukraine et de l'UE en dernier ressort, mais aussi par la bataille pour le contrôle des itinéraires de transport de la mer Caspienne. L'UE a pris conscience de cette réalité au moment des coupures de 2006 et de 2009 et s'est attachée depuis lors à intensifier ses efforts pour diversifier ses approvisionnements et affaiblir la position dominante de Gazprom sur certains marchés des pays d'Europe de l'Est.

En ce qui concerne le premier point, le méga projet de gazoduc Nabucco a laissé la place au projet TAP, plus modeste, et les perspectives de recevoir du gaz du Turkménistan à travers la mer Caspienne posent tout un ensemble de défis géopolitiques, légaux et de viabilité économique. Il s'agit donc d'un résultat très éloigné de l'objectif établi qui démontre manifestement le manque de muscle de l'UE vis-à-vis de la Russie dans le Caucase et l'Asie Centrale.

L'application de l'acquis communautaire énergétique à Gazprom, dont le principal objectif extérieur consiste précisément à limiter le contrôle russe sur le gaz et les gazoducs desservant les États membres de l'élargissement a, quant à elle, remporté plus de succès. Certains pays ont entrepris une stratégie de diversification basée sur le gaz naturel liquéfié et sur l'exploitation de leurs ressources non conventionnelles (la Pologne et, avant la crise actuelle, l'Ukraine, par exemple) et d'autres ont appliqué rigoureusement les normes communautaires pour réduire la position de Gazprom (comme la Lituanie qui a subi des re-

présailles sous la forme d'une hausse des prix du gaz importé).

L'UE a proposé aussi de réaliser les infrastructures nécessaires pour approvisionner les États membres et les partenaires de l'Est en cas de coupure russe. Elle suggérait en ce sens l'établissement de liens de solidarité entre les États du continent. L'adhésion de l'Ukraine au traité instituant la communauté de l'énergie prétendait rapprocher les normes énergétiques du pays avec les communautaires.

La situation actuelle à Kiev montre les limites de cette stratégie. Le gaz a joué un rôle majeur dans les fortes pressions russes sur l'Ukraine pour qu'elle choisisse l'Union eurasiatique parrainée par le Kremlin aux dépens de l'accord d'association avec l'UE. L'UE avait mis en place un corridor gazier depuis la Pologne et la Hongrie vers l'Ukraine afin de réduire la domination de Gazprom : même s'il s'agissait de gaz russe, il était sensiblement moins cher que celui accordé par la Russie à l'Ukraine.

Cependant, au début de 2014, la Russie a baissé le prix du gaz exporté à l'Ukraine d'un tiers et celle-ci a décidé donc d'acheter à nouveau tout son gaz à la Russie à des prix avantageux qui doivent être révisés tous les trois mois. L'ancrage des prix s'est avéré très supérieur à l'ancrage réglementaire et cette expérience devrait faire réfléchir l'UE sur la marge de manœuvre dont elle dispose dans ses relations énergétiques avec la Russie.

L'UE a aidé ses États membres de l'Est à réduire l'influence énergétique russe tandis que la Russie a réussi, pour l'heure, à minimiser les efforts européens de diversification dans le Caucase et le bassin caspien. L'épreuve de force géopolitique a lieu maintenant dans le voisinage européen immédiat, en Ukraine, qui dispose d'importantes réserves non conventionnelles, qui a signé la Charte de l'énergie (qu'elle n'a pas respectée en 2006 ni en 2009), et qui est membre du traité de la communauté de l'énergie (qu'elle pourrait abandonner) mais qui, cependant, est liée au pouvoir énergétique le plus conventionnel : la Russie. ■